



La faim, c'est l'affaire de tous !

Rapport de synthèse de la Journée de réflexion
organisée par la Table de concertation sur la faim
et le développement social de l'Outaouais
(TCFDSO)

Rapport produit par Emile Perreault, Chargé de projet (TCFDSO)

Novembre 2016

Sommaire

Bon an, mal an, l'insécurité alimentaire touche 12 500 ménages en Outaouais, soit environ 30 000 personnes. Ces personnes, nous les cotoyons dans les rues de notre quartier, à l'épicerie, au dépanneur, à l'hôpital, au centre local d'emploi, dans les écoles de nos enfants ou de nos petits-enfants... Ce sont des femmes monoparentales qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts malgré un ou deux emplois à temps partiel. Ce sont des aînées vivant seules qui n'ont plus d'argent pour manger une fois payés leurs impôts fonciers dans leur quartier en voie de gentrification. Ce sont des familles de réfugiés arrivés ici depuis peu qui peinent à trouver un premier emploi. Ce sont de jeunes étudiants auxquels ils ne restent plus grand-chose une fois le loyer et les frais de scolarité payés...

Les organismes qui viennent en aide aux personnes en situation d'insécurité alimentaire font état depuis quelques années d'une augmentation importante des demandes d'aide alimentaire d'urgence (de l'ordre de 25 à 30 % en 8 ans) dans un contexte où plusieurs organismes sont confrontés quotidiennement à un manque de denrées à distribuer aux demandeurs. Que pouvons-nous faire face à cette situation ? Comment pouvons-nous, collectivement, agir pour mettre fin à la faim sur le territoire de l'Outaouais ?

C'est pour répondre à ces questions que la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO) s'est embarquée dans un ambitieux projet de recherche-action qui vise à mieux comprendre les réalités de la vulnérabilité alimentaire sur chacun des territoires de l'Outaouais, cela dans le but d'impulser et de soutenir des projets porteurs de changement social.

Pour fêter ses vingt ans d'existence, la TCFDSO organisait, le 20 octobre dernier, une journée de réflexion qui avait pour thème *La faim, c'est l'affaire de tous !* En plus de faire état du travail qui a été accompli jusqu'à maintenant en mettant l'accent sur la compréhension de l'insécurité alimentaire, l'événement visait à rassembler des acteurs de tous les milieux afin de trouver collectivement des pistes de solutions pour lutter contre la faim dans la région. Ainsi, les participants étaient appelés à contribuer à la réflexion collective dans le cadre d'ateliers participatifs. Ce document vous présente la synthèse de cette importante journée de réflexion qui sert de tremplin vers de nouvelles stratégies et actions concertées pour lutter contre la faim.

Table des matières

L'insécurité alimentaire : une réflexion pour l'action en cours à la TCFDSO.....	4
Les réalités de la vulnérabilité alimentaire en Outaouais.....	5
Comprendre l'insécurité alimentaire grâce à la Carte communautaire de la faim.....	8
Panel : L'insécurité alimentaire comme problème intersectoriel.....	15
En route vers des plans d'action ciblés.....	18
En conclusion.....	20

Nous tenons à remercier chaleureusement nos trois partenaires ainsi que le maire de la Ville de Gatineau et ses conseillers pour leur soutien financier :



Maxime Pedneaud-Jobin (Maire de la Ville de Gatineau)

Gilles Carpentier (Conseiller municipal)

Jean Lessard (Conseiller municipal)

Mireille Apollon (Conseillère municipale)

Myriam Nadeau (Conseillère municipale)

Denise Laferrière (Conseillère municipale)

L'insécurité alimentaire : une réflexion pour l'action en cours à la TCFDSO

La TCFDSO regroupe depuis maintenant 20 ans l'ensemble des organismes et institutions oeuvrant en sécurité alimentaire sur le territoire de l'Outaouais. Plusieurs de nos membres accueillent en première ligne les personnes qui vivent la faim au jour le jour et les accompagnent à la fois dans la réponse immédiate à leurs besoins alimentaires (banques alimentaires, soupes populaires, etc.) et dans le développement de stratégies individuelles et collectives visant la réinsertion sociale et la reprise de leur contrôle sur leur alimentation et leur vie. Plusieurs de nos membres offrent ainsi des activités constituant des alternatives au dépannage alimentaire : cuisines collectives, groupes d'achats, jardins communautaires ou collectifs, etc.

Notre mission

Promouvoir le droit à la sécurité alimentaire par le soutien aux organismes membres dans la mise en œuvre de programmes efficaces d'aide et d'entraide alimentaire dans la perspective du développement social pour contrer la faim.

Cette synthèse s'inscrit dans un contexte où la TCFDSO et ses membres sont en plein cœur d'un exercice de recherche-action devant permettre d'approfondir notre réflexion collective sur les stratégies à privilégier pour agir sur la sécurité alimentaire dans notre région.

Les questions qui orientent nos réflexions dans le cadre de cette démarche

Que pouvons-nous faire pour continuer à répondre aux besoins alimentaires des ménages déjà vulnérables de la région (actions en aval) sur le territoire de l'Outaouais ?

Que pouvons-nous faire pour enrayer durablement la faim et l'insécurité alimentaire (actions en amont) sur le territoire de l'Outaouais ?

Dans cette synthèse, nous présenterons les résultats préliminaires de cette démarche-action (le projet est connu sous le nom de Carte communautaire de la faim) qui est toujours en cours de réalisation. Ultimement, les résultats finaux permettront d'animer des exercices de réflexion et de planification sur chacun des territoires de l'Outaouais (les 4 MRC rurales de l'Outaouais et les 4 secteurs de la Ville de Gatineau).

Les réalités de la vulnérabilité alimentaire en Outaouais (interventions de Jacques Marleau et Catherine Plaziac)

La sécurité alimentaire est définie comme étant la possibilité pour un individu d'avoir accès en tout temps et en toute dignité à un approvisionnement alimentaire de quantité suffisante et de qualité adéquate, à coût raisonnable et respectant ses valeurs culturelles. La sécurité alimentaire est considérée comme un déterminant de la santé.

Par contraste, l'insécurité alimentaire est définie comme une situation où la disponibilité d'aliments sains et nutritionnellement adéquats est limitée ou incertaine. L'insécurité alimentaire est associée à l'utilisation plus ou moins régulière de services offrant une aide alimentaire d'urgence. Elle est également associée à la pauvreté persistante.

On distingue généralement trois catégories d'insécurité alimentaire

Marginale : un seul signe de difficulté d'accès à des aliments en raison du revenu.

Modérée : signes que la qualité ou la quantité des aliments consommés est compromise à cause du manque d'argent.

Grave : signes de réduction de l'apport alimentaire et de perturbation des habitudes alimentaires : repas sautés, consommation réduite d'aliments et, à l'extrême, privation de repas pendant une journée complète ou plus.

Selon les données issues de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (pour les quatre dernières années), l'insécurité alimentaire de type modérée ou grave affecte 7 % des personnes de 12 ans et plus et 10 % des personnes de 11 ans et moins en Outaouais. Cela représente respectivement 23 600 personnes de 12 ans et plus et 5 300 personnes de 11 ans et moins. C'est donc environ 29 000 personnes (adultes et enfants) qui se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire en Outaouais.

Durant son intervention, Jacques Marleau, du Service de surveillance de la Direction de santé publique (CISSSO), a identifié les principaux indicateurs de vulnérabilité, déterminés en fonction de l'estimation de l'insécurité alimentaire en Outaouais. Le tableau ci-dessous en offre un aperçu :

Indicateurs	Estimation de l'insécurité alimentaire – Outaouais (%)
Genre	
Homme	6,6
Femme	7,2
Scolarité	
Moins qu'un DES	12,6
DES	8,0

Diplôme d'études postsecondaires	3,2
Revenu	
Q1 (revenu le plus faible)	21,0
Q2	7,3
Q3	2,1
Q4	1,4
Q5 (revenu le plus élevé)	0,3

Nous savons aussi que le poste budgétaire dédié à l'alimentation est le plus «élastique» pour les personnes et les ménages à faibles revenus. Autrement dit, une fois payés les frais fixes «non élastiques» (loyer, électricité/chauffage, téléphone) et les «frais variables» mais essentiels (transport si on doit se déplacer pour aller travailler, vêtements, etc.), le budget de l'alimentation est celui que les ménages ajustent en fonction de ce qui reste.

Le budget dédié à l'alimentation est aussi celui qui est le plus touché en cas de «choc budgétaire», c'est-à-dire en cas d'une augmentation non prévue des dépenses (par exemple : hausse du loyer, augmentation du prix de l'essence, coûts des médicaments en cas de maladie, etc.) sans augmentation équivalente des revenus ou en cas de diminution imprévue des revenus (par exemple : perte d'emploi ou réduction de salaire, etc.). De plus, comme les ménages à faibles revenus n'ont pas ou peu d'épargne, la capacité de faire face aux chocs budgétaires est généralement faible.

Outre le revenu et la scolarité, on peut aussi considérer d'autres facteurs qui sont déterminants pour les personnes les plus vulnérables, soient la disponibilité et l'accessibilité des aliments, les coûts des aliments ou encore la mise en place de politiques liées au revenu, au logement ou au transport ainsi que des politiques agricoles et agroalimentaires.

En général, les ménages en situation d'insécurité alimentaire font appel à différentes stratégies d'adaptation pour se nourrir. Ils peuvent faire appel à des services de dépannage alimentaire (qui répondent aux besoins immédiats des personnes, comme les banques alimentaires) ou encore se tourner vers des services

visant l'autonomie alimentaire (qui renvoient au contrôle exercé par les individus et les communautés sur leur alimentation, comme les jardins communautaires ou les cuisines collectives).

Enfin, la sécurité alimentaire représente un enjeu complexe qui passe par une responsabilité commune et partagée entre nombreux acteurs (décideurs, intervenants, citoyens, etc.), et cela à divers niveaux d'intervention (sociétal, communautaire, individuel). D'où l'importance d'assurer la mise en place d'actions concertées et adaptées au contexte ainsi qu'aux divers groupes de la population.

Comprendre l'insécurité alimentaire grâce à la Carte communautaire de la faim (interventions de Nathalie McSween et Solange van Kemenade)

Dans ce contexte, le projet de recherche-action de la Carte communautaire de la faim vise à mieux connaître la situation d'insécurité alimentaire dans la région de l'Outaouais afin de développer des stratégies d'intervention plus efficaces et mobilisatrices. Il existe deux grands volets à ce projet de recherche :

1. Aller voir sur le terrain, en consultant et en réfléchissant avec les acteurs des territoires concernés (décideurs, intervenants, citoyens, etc.), pour identifier les zones de vulnérabilité ainsi que les services d'aide et d'entraide alimentaire.
2. Rencontrer, sous la forme d'entrevues et de groupes de discussion, les utilisateurs de services afin de mieux comprendre leur situation et les obstacles qui les freinent dans leur quotidien.

Les retombées attendues du projet sont :

1. D'accroître la capacité des organismes membres de la TCFDSO à mieux répondre aux besoins alimentaires des ménages vulnérables.
2. De mieux agir, en amont, sur les facteurs qui rendent ces ménages vulnérables.

Bien que le projet soit toujours en phase de réalisation¹, les résultats préliminaires des activités de recension des prix dans les marchés d'alimentation et des activités de cartographie participative sont révélateurs. Par exemple, pour le secteur de Gatineau Est, nous pouvons cibler un ensemble de facteurs de vulnérabilité (nouveaux espaces de pauvreté, zones d'embourgeoisement, présence de populations plus vulnérables, coûts élevés pour l'alimentation, manque de services, etc.) et de protection (logements subventionnés, services d'aide et d'entraide alimentaire, épicerie et magasins d'escompte, accessibilité aux moyens de transport, etc.) qui permettent déjà de mieux comprendre la dynamique et la situation en ce qui a trait à l'insécurité alimentaire sur ce territoire. Les premiers résultats tendent à montrer, en autres, qu'il y a une concentration importante de dépanneurs et de services de restauration rapide dans les zones de pauvreté alors que les épicerie sont la plupart du temps concentré près des autoroutes et des grandes artères où l'accessibilité devient souvent plus difficile.

Parallèlement, la recension des prix dans les marchés d'alimentation tend à montrer que le prix des aliments dans les dépanneurs est beaucoup plus élevé que dans les épicerie, ce qui est problématique pour les secteurs les plus vulnérables où l'on trouve en grande majorité des dépanneurs et peu d'épicerie. On sait aussi que la restauration rapide est généralement peu coûteuse, mais la plupart du temps néfaste pour la santé. C'est un autre indicateur important que permet de rendre

¹ Il reste six territoires et secteurs à couvrir pour les activités de cartographie participative, soit : Aylmer, Hull, Gatineau Ouest, Pontiac, Collines et Basse-Lièvre. Ces activités auront lieu entre les mois de décembre 2016 et janvier 2017.

visible la cartographie. Cela demeure néanmoins des résultats préliminaires. La recherche doit se poursuivre au cours des prochains mois et de nouveaux résultats viendront enrichir la discussion et la réflexion tout en rendant ces premières analyses plus probantes.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu global du genre de travail qui peut être réalisé lors des activités de cartographie participative (la carte représente le secteur de Gatineau Est).



Solange van Kemenade, chercheuse pour la TCFDSO, a aussi présenté les résultats obtenus lors des entrevues auprès d'utilisateurs de services d'aide et d'entraide alimentaire et des groupes de discussion avec des clientèles vulnérables au plan alimentaire (femmes monoparentales, personnes immigrantes et jeunes)². L'objectif était de mieux connaître la situation d'insécurité alimentaire dans les

² Un autre groupe de discussion aura lieu en décembre, soit le groupe rassemblant des personnes âgées se trouvant en situation d'insécurité alimentaire. Les données pour ce groupe ne sont donc pas disponibles pour le moment.

groupes les plus vulnérables et comprendre l'utilisation de ressources en aide alimentaire (en tenant compte des facteurs facilitants et des barrières).

Durant ces entrevues et ces groupes de discussion, huit grands thèmes ont été explorés :

1. L'utilisation des ressources en aide alimentaire.
2. L'influence de la situation personnelle sur l'utilisation de ces ressources (trajectoire de vie).
3. Les facteurs qui facilitent l'accès aux ressources et les obstacles.
4. Les aspects positifs liés aux ressources reçues.
5. Autres sources de ressources alimentaires.
6. Recommandations et suggestion pour améliorer les ressources.
7. Les stratégies personnelles pour assurer une alimentation de qualité.
8. Vision d'avenir et utilisation des ressources.

Pour chacun des groupes de discussion et pour l'entrevue avec les usagers, il en ressort les résultats suivants quant à la situation et la particularité des participants :

Le groupe de discussion auprès des personnes immigrantes et réfugiées

- Certaines circonstances dans la vie contribuent à la fragilisation financière (par exemple : problèmes de santé, rupture, enfant ayant un handicap, monoparentalité) ;
- Réseau familial souvent absent ;
- Dans leur pays d'origine, c'est ce réseau qui assure une aide en cas de besoin ;
- Le dépannage alimentaire d'urgence a des répercussions sur leur estime de soi ;
- À l'opposé, les femmes qui participaient aux ressources de type alternatif (cuisines collectives et jardins communautaires) étaient satisfaites et très motivées à y participer (ce sont aussi des lieux de réseautage importants pour les nouveaux arrivants).

Le groupe de discussion auprès des jeunes

- Partagent tous des trajectoires de vie difficiles ;
- Des parcours caractérisés par : un faible soutien parental, très faible niveau de scolarité, faibles revenus et parentalité à l'adolescence, entre autres ;
- Loyers à payer (très élevés) ;
- Allocation d'aide sociale insuffisante ;
- Très bonne connaissance des ressources alimentaires ;
- Utilisent majoritairement des ressources de dépannage alimentaire d'urgence ;
- Vision plutôt critique face à l'offre de ces ressources.

Le groupe de discussion auprès des femmes en situation de monoparentalité

- La situation de monoparentalité n'est pas évoquée comme principal déterminant dans l'utilisation de ressources en aide alimentaire ;
- Raison principale : le prix élevé des loyers et l'accès difficile à des habitations à tarifs abordables ;
- Utilisent de manière intensive des applications mobiles et d'autres ressources disponibles sur Internet ;
- Utilisation des circulaires et coupons-rabais ;
- Achètent des produits en spéciaux en plus grande quantité et préparent de la nourriture en grande quantité ;
- Ressentent une certaine gêne pour demander de l'aide.

Les entrevues auprès des usagers

- Beaucoup de situations de monoparentalité ;
- Faibles moyens financiers ;
- Les participants bénéficiant du dépannage alimentaire souhaitent ne plus avoir recours aux ressources d'aide alimentaire dans un avenir rapproché ;

- Ceux bénéficiant des mesures alternatives (jardins communautaires, cuisines collectives) désiraient plutôt poursuivre leur implication au sein de ces dernières.

Parmi les groupes de discussion et l’entrevue auprès d’usagers, on note quatre grandes barrières communes quant aux initiatives de dépannage :

1. Frais liés aux ressources (utilisateurs et jeunes) ;
2. Gêne pour demander de l’aide (femmes monoparentales et personnes immigrantes) ;
3. Profil des usagers dans certains points de services (soupes populaires) (jeunes, personnes immigrantes et utilisateurs) ;
4. Fraîcheur des aliments (jeunes, personnes immigrantes et utilisateurs).

Les principales recommandations et suggestions qui reviennent pour l’ensemble des groupes et des usagers sont :

1. Une meilleure diffusion de l’information sur les ressources en aide alimentaire existantes et, notamment, les cuisines collectives ;
2. Le développement des connaissances pour préparer un budget et avoir une saine gestion financière ;
3. Améliorer la contribution des grandes chaînes d’alimentation en évitant le gaspillage des produits qui pourraient être consommés ;
4. Bénéficier d’aliments frais et de qualité ;
5. Augmenter la fréquence des services offerts.

En somme, ces premiers résultats nous permettent de porter un regard renouvelé sur la situation de l’insécurité alimentaire en Outaouais. La plupart des données qui sont issues des grandes enquêtes statistiques canadiennes et des enquêtes territorialisées constituent un apport significatif à la compréhension des dynamiques sociodémographiques, socioéconomiques et sociosanitaires des

communautés, mais ces données demeurent insuffisantes pour asseoir la réflexion sur les déterminants collectifs de l'insécurité alimentaire. Le projet de la Carte communautaire de la faim nous permet de réfléchir à ces déterminants en allant au-delà des déterminants individuels qui sont habituellement recensés (par exemple : la taille des ménages, les sources de revenus, le niveau de scolarité, etc.).

L'objectif étant de pouvoir approfondir la réflexion sur cet enjeu majeur que constitue la faim sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais, la Carte communautaire de la faim vise à recenser de l'information sur les quatre groupes de déterminants collectifs suivants :

1. L'environnement interpersonnel et social (accès à un réseau social d'aide et d'entraide, famille, etc.)
2. L'environnement politique (politiques publiques en logement, transport, éducation, emploi, etc.)
3. L'environnement physique (accès aux sources d'approvisionnement alimentaire et à une variété d'aliments nutritifs, etc.)
4. L'environnement économique (pouvoir d'achat, coûts de la vie sur le territoire, coûts des aliments, etc.) (Plaziac et Kafka, 2016)

Les résultats obtenus permettront d'alimenter la construction de larges consensus et l'élaboration de projets concertés et structurants qui répondront aux réalités observées dans les différents territoires de l'Outaouais.

À noter

Les activités de cartographie participative reprendront dans les prochains mois sur l'ensemble du territoire. Les acteurs seront appelés, prochainement, à prendre part à ces activités afin que nous puissions réfléchir collectivement à cet enjeu sur l'ensemble du territoire. Les dates des prochaines activités de cartographie participative seront annoncées au cours des prochaines semaines.

Panel : L'insécurité alimentaire comme problème intersectoriel (interventions de Geneviève D'Amour, Louise Boudrias et Pierre Boucher)

L'insécurité alimentaire est un problème complexe. Pour y faire face et y répondre le plus efficacement possible, il faut pouvoir agir à plusieurs niveaux d'intervention. En favorisant l'émergence d'une réflexion collective qui pourra se traduire ultimement sous la forme d'actions concertées multisectorielles, il devient possible d'agir plus efficacement sur un ensemble de déterminants (individuels et collectifs) qui rendent les populations plus vulnérables ou plus résilientes. Pour cela, le milieu communautaire est continuellement appelé à travailler et à collaborer avec des partenaires qui proviennent d'autres secteurs d'activité, comme les producteurs agricoles, les commerçants, les directions d'écoles, les décideurs municipaux et d'autres acteurs gouvernementaux.

Dans cet esprit, la TCFDSO a eu l'idée d'organiser, lors de la dernière Journée de réflexion, une séance de discussion sous forme de panel où trois acteurs des milieux scolaire, municipal et gouvernemental étaient appelés à intervenir sur la question de l'insécurité alimentaire. Les trois panélistes devaient mener une discussion quant à la manière dont cette question les interpelle dans leur organisation. Voici une synthèse pour chacune des trois interventions.

Intervention de Mme Louise Boudrias (Présidente, Gatineau Ville en santé)

- Mme Boudrias mentionne l'intérêt que représente pour la région une recherche-action collaborative dont l'une des caractéristiques, en plus de mener à l'élaboration de stratégies et de plans d'action efficaces, est d'impliquer l'ensemble des acteurs d'une région dans la démarche de recherche et la production du savoir (la recherche est réalisée avec les gens plutôt que sur les gens) ;
- Elle rappelle aussi l'intérêt que pourrait représenter pour la région la mise en place d'un Observatoire sur la faim et l'insécurité alimentaire qui

- couvrirait la problématique sur l'ensemble du territoire et qui pourrait se faire en partenariat avec l'Université du Québec en Outaouais ;
- En ce qui concerne la Ville de Gatineau, l'un de ses rôles doit être de favoriser l'aménagement et l'entretien d'un environnement et d'espaces favorables à l'autonomie alimentaire en misant, par exemple, sur la revitalisation de certains secteurs ou encore la mise en place de nouvelles politiques et réglementations qui inciteraient et faciliteraient l'essor d'initiatives porteuses de changement social.

Intervention de M. Pierre Boucher (Directeur général, Table Éducation Outaouais)

- La question de l'insécurité alimentaire interpelle particulièrement le milieu scolaire, puisque la mission principale de toute institution scolaire doit être avant tout de favoriser la réussite et la persévérance chez les élèves en maximisant leur capacité d'apprentissage et d'accomplissement ;
- Si les élèves ne sont plus disposés à apprendre, à interagir et à travailler, cette mission n'est plus possible ;
- Dans cette optique, la sécurité alimentaire devient un déterminant important pour la réussite et la persévérance chez les élèves, tandis que la faim constitue un frein important ;
- M. Boucher mentionne que les écoles s'ouvrent de plus en plus sur les communautés et qu'il faut aujourd'hui, plus que jamais, favoriser les partenariats entre institutions et secteurs d'activité afin de pouvoir répondre plus efficacement et plus rapidement encore à ce genre de problématique ;
- Sur la question de l'insécurité alimentaire, certaines écoles ont déjà innové et il faut s'en inspirer ;
- Par exemple, on voit dans certaines écoles des projets de jardins communautaires ou des politiques de santé globale. À l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau, on a même mis en place une coopérative alimentaire dans laquelle des jeunes en difficulté s'impliquent dans la préparation de repas et la gestion de l'organisme. Ce genre d'initiatives favorisent un sentiment d'appartenance, de fierté et de réussite en plus de transmettre d'importantes compétences à fortes valeurs entrepreneuriales. Les jeunes qui s'impliquent reçoivent aussi gratuitement un repas santé.

Intervention de Mme Geneviève D'Amour (Direction de santé publique, CISSSO)

- L'insécurité alimentaire comme frein à la santé et au bon développement d'une société active et prospère ;
- L'insécurité alimentaire doit être une priorité pour la santé publique ;
- Prévenir les problèmes de santé en agissant directement sur les inégalités sociales de santé qui ont un impact direct sur la santé globale d'une population ;
- Pour lutter contre l'insécurité alimentaire, il faut mettre l'emphasis sur l'autonomie alimentaire en allant au-delà des services de dépannage alimentaire et en agissant sur les facteurs collectifs qui y sont liés (transport, logement, coûts de la vie, etc.) ;
- Il faut faire la promotion d'une approche plus globale et préventive qui vise avant tout l'autonomisation des communautés et des populations ;
- De ce point de vue, il est rappelé que des actions concertées et une collaboration plus ouverte et cohérente permettraient de s'attaquer plus efficacement au problème.

Fait à noter

La notion d'autonomisation (ou *empowerment*) est revenue tout au long de la journée. On peut définir l'autonomisation comme l'octroi de davantage de pouvoir aux individus ou aux communautés pour agir sur les conditions sociales, économiques, politiques ou écologiques qu'ils subissent. Cela pourrait se traduire comme étant un gain de pouvoir et de capacité réelle à s'accomplir face à une situation ou un contexte qui limite ou empêche le bon développement des individus et des communautés. En sécurité alimentaire, l'autonomisation passe par des actions qui agissent sur les déterminants de la faim, tels que le maintien ou l'augmentation du pouvoir d'achat, la disponibilité d'aliments sains à coût raisonnable, l'augmentation des connaissances et des habiletés, l'accès physique aux aliments ou aux services, la durabilité du système agroalimentaire, etc. Nous avons entendu, tout au long de la journée, des discours faisant la promotion d'une telle approche. Il a été recommandé par les participants et intervenants de

maximiser la mise en place d'actions et de stratégies concertées qui favorisent l'autonomisation des individus et des populations.

En route vers des plans d'action ciblés (atelier de réflexion)

Afin de pouvoir réfléchir collectivement à l'enjeu de la faim en Outaouais et discuter des actions à mettre en œuvre dans un avenir rapproché, la TCFDSO appelait les participants à prendre part à un atelier de réflexion en petits groupes. Trois questions étaient posées à chacun des groupes :

1. Comment les résultats qui ont été présentés durant la journée vous interpellent-ils ?
2. Sur l'ensemble du territoire, quelles seraient les stratégies gagnantes qui permettraient de répondre à certains des défis qui ont été présentés durant la journée ?
3. Comment pouvons-nous agir sur les conditions structurelles qui causent l'insécurité alimentaire ?

Pour chacune des questions, vous trouverez ci-dessous une synthèse de ce qui s'est dit durant l'atelier :

Question 1

1. L'insécurité alimentaire est un problème qui perdure et qui ne cesse de croître sur le territoire de l'Outaouais (les statistiques le démontrent) ;

2. La plupart des personnes qui se retrouvent en situation d'insécurité alimentaire ne font pas appel aux services d'aide ou d'entraide ;
3. L'accès à ces services est parfois difficile ;
4. L'insécurité alimentaire est un problème intersectoriel (à la fois personnel et structurel) ;
5. Il faut favoriser l'émergence d'une réflexion collective qui pourra mener à des actions concertées et des projets mobilisateurs ;
6. La mise en place d'un Observatoire sur la faim et l'insécurité alimentaire en Outaouais serait un bel outil afin de suivre en temps réel la problématique tout en favorisant la collaboration et la participation des collectivités locales.

Question 2

1. Informer et sensibiliser : assurer la production d'information et de connaissances pertinentes ainsi qu'une communication ciblée et efficace qui puisse améliorer notre compréhension et notre sensibilité commune face à la problématique ;
2. Réseauter et collaborer : améliorer et entretenir la collaboration entre les différents acteurs et intervenants qui travaillent de près ou de loin sur la question de l'insécurité alimentaire (citoyens, intervenants, décideurs, élus, gestionnaires, etc.) afin de créer et de consolider des partenariats plus forts entre les différents secteurs d'intervention ;
3. Innover : sortir des cadres traditionnels du problème en redéfinissant la problématique elle-même ainsi qu'en redynamisant les ressources existantes ou en créant de nouvelles stratégies d'intervention mieux adaptées (par exemple : augmenter le nombre de jardins communautaires dans les villes et municipalités ; la mise en place, dans nos écoles, de cantines qui offrent à tous et à toutes des repas sains gratuitement ; favoriser l'éducation et la formation des populations les plus vulnérables en ce qui a trait à la gestion d'un budget, à l'achat des aliments ainsi qu'à la planification et l'organisation des repas ; offrir plus de services de soutien qui préviennent et réduisent, à la source, les inégalités et la vulnérabilité de certaines populations, notamment en offrant des cours de cuisines et d'économie familiale à l'école ou encore en misant sur des services préventifs comme la pédiatrie sociale, etc.).

Question 3

1. Influencer et sensibiliser les décideurs politiques afin de pouvoir travailler directement sur les éléments structurels qui sont déterminants pour la sécurité alimentaire (par exemple : se doter de politiques en sécurité alimentaire ; modifier des règlements municipaux qui empêchent ou nuisent à l'établissement d'infrastructures ou d'initiatives propices à la sécurité alimentaire ; faire la promotion d'aménagements urbains durables qui favorisent la sécurité alimentaire ; investir dans des programmes de prévention et d'autonomisation ; l'instauration d'un salaire minimum garanti, etc.) ;
2. Amener et poser la question de l'insécurité alimentaire en dehors du milieu communautaire en favorisant, par exemple, des partenariats avec des instances scolaires, municipales, gouvernementales, etc. (par exemple : en siégeant à divers comités, sensibiliser le personnel dans les milieux scolaire et municipal et établir des buts communs ; les tables de concertation comme lieux propices à la sensibilisation et à l'intégration des élus et décideurs quant à la question de l'insécurité alimentaire, etc.) ;
3. Se doter d'un plan d'action régional de lutte à l'insécurité alimentaire qui inclut divers partenaires (du public, du privé, du communautaire, du municipal, du provincial, etc.) et qui favorise l'implication citoyenne.

En conclusion

La Journée de réflexion a mis en relief trois défis majeurs à relever pour améliorer l'efficacité des stratégies d'intervention de lutte à l'insécurité alimentaire :

1. Améliorer le partage de l'information : en favorisant une meilleure communication entre les partenaires et collaborateurs ; en améliorant et en entretenant les réseaux de communication déjà existants et en mettant en place de nouvelles stratégies de communication plus efficaces (plate-forme Web, journées de réflexions, nouvelles Tables de concertation, etc.) ; en adaptant le langage au public cible à qui l'on s'adresse ; en sensibilisant le grand public en général et les décideurs en particulier sur l'enjeu que constitue la faim sur notre territoire.

2. Bâtir des partenariats plus solides et plus ouverts : en favorisant un maillage fort entre différents acteurs et secteurs d'activité ; en maximisant le nombre de rencontres et de discussions entre partenaires et collaborateurs des différents secteurs d'intervention ; en réseautant davantage avec des acteurs qui proviennent d'autres milieux que les nôtres ; en mettant de l'avant des projets rassembleurs et mobilisateurs qui favorisent une approche multisectorielle ; en s'ouvrant davantage aux discours des autres et en restant sensible à leur réalité ; en influençant davantage les décideurs pour pouvoir agir plus directement sur l'aspect structurel lié à la faim.

3. Viser l'autonomie alimentaire : en travaillant davantage en amont, sur les déterminants de la faim ; en maximisant les initiatives et les projets qui visent l'autonomie alimentaire des individus et des populations (jardins communautaires, cuisines collectives, coopératives alimentaires, formations, etc.) ; en réfléchissant au problème de la faim d'un point de vue structurel (politiques publiques, éducation, logement, transport, infrastructure, etc.) ; en intégrant les individus et les populations vulnérables dans le développement des projets qui sont déployés sur le territoire ; en restant continuellement sensible et à l'écoute des réalités concrètes et du vécu de ces individus et populations.

Rappelons finalement que cette journée de réflexion s'inscrivait dans la démarche d'une recherche-action qui est toujours en cours de réalisation à la TCFDSO. Les résultats qui ont été présentés durant cette journée sont pour la plupart des résultats préliminaires. Ces premiers résultats se veulent donc les déclencheurs d'une réflexion collective qui pourra mener ultimement à de nouvelles stratégies d'intervention. Au cours des prochains mois, nous accumulerons d'autres informations qui nous permettront d'enrichir d'autant plus la réflexion et la discussion. Une analyse plus poussée des résultats nous permettra aussi d'accumuler d'autres munitions afin de développer des stratégies d'intervention mieux adaptées aux réalités des personnes les plus vulnérables. Il ne faut pas oublier que la Journée de réflexion du 20 octobre dernier constituait une première étape importante pour la TCFDSO et ses membres dans leur lutte contre la faim sur le territoire de l'Outaouais.

Annexe 1. Programme de la journée

8 h 30 **Inscription**

9 h 00 **Mot d'introduction**

Josée Poirier Defoy (Présidente, TCFDSO)

9h20 **Séance 1 – Les réalités de la vulnérabilité alimentaire en Outaouais**

Mario DION (Membre fondateur, TCFDSO et Organisateur communautaire, CISSSO)

Retour sur les 20 années de la TCFDSO

Jacques MARLEAU (Service de surveillance, Direction de la Santé publique, CISSSO)

Les principaux marqueurs de la vulnérabilité alimentaire en Outaouais

Catherine PLAZIAC (Nutritionniste, Direction de la Santé Publique, CISSSO)

Bref retour sur les réponses à la question du jour « Qu'est-ce que la sécurité alimentaire pour vous ? »

9h50 **Séance 2 – Comprendre l'insécurité alimentaire grâce à la Carte communautaire de la faim**

Nathalie MCSWEEN (Coordonnatrice, TCFDSO)

Le projet de recherche-action de la Carte communautaire de la faim

Les résultats préliminaires des activités recension des prix dans les marchés d'alimentation et des activités de cartographie participative

Solange VAN KEMENADE (Chercheure, UQO)

Les résultats des entrevues avec des utilisateurs de services d'aide et d'entraide alimentaire

Les résultats des groupes de discussion avec les clientèles vulnérables au plan alimentaire (femmes monoparentales, personnes immigrantes ; jeunes)

10h50 **Pause**

11h05 **Séance 3 – Panel**

Président de séance : Frédéric PARÉ (Coordonnateur, Regroupement des cuisines collectives du Québec)

Panélistes :

Geneviève D'AMOUR (Direction de santé publique, CISSSO)

Louise BOUDRIAS (Présidente, Gatineau Ville en santé)

Pierre BOUCHER (Directeur général, Table Éducation Outaouais)

11h50 **Mise en perspective de la matinée**

Dominic FOISY (Professeur, Université du Québec en Outaouais)

Nathalie ST-AMOUR (Professeure, Université du Québec en Outaouais)

12h00 **Dîner servi sur place**

13h15 **Séance 5 - En route vers des plans d'action ciblés**

Les participants sont invités à réfléchir, en petits groupes de travail, à la façon dont les résultats de la recherche-action qui ont été présentés les interpellent dans leurs organismes, leurs territoires et leurs institutions. Ils seront ensuite invités à

réfléchir, toujours en petits groupes de travail, à la façon dont nous voulons dorénavant travailler ensemble pour assurer la sécurité alimentaire en Outaouais et aux actions collectives à entreprendre.

14h45 *Les participants sont invités à désigner un-e porte-parole afin de partager le fruit des réflexions en sous-groupes avec la salle.*

14h50 **Mise en perspective et mot de clôture**